

tout autre, car s'il était modifié dans le sens que j'ai indiqué, et si nos relations avec l'Angleterre s'amélioraient et prenaient plus d'extension, non seulement il serait aussi acceptable que celui qui nous est proposé en ce moment, mais même il serait meilleur. Cependant, le danger réel, le danger sérieux, n'est pas celui d'une guerre avec les Etats-Unis, mais bien de leur hostilité pacifique contre nous, c'est-à-dire, de troubles qu'ils pourraient faire naître ici, de difficultés qu'ils sauraient engendrer par le refus de la réciprocité des échanges, l'abolition du transit actuel, par les embarras de douanes et de passeport; de mécontentements qu'ils sauraient fomenter au moyen de nos jalousies locales, et de mille et une manières de nous faire sentir que les choses ne vont pas aussi bien ici qu'elles le pourraient. Que l'union se rétablisse ou non chez nos voisins, ne nous flattons pas qu'il n'en saurait être autrement que je viens de dire, car le danger vient de ce que ou les Etats-Unis ou la partie des Etats-Unis qui nous avoisine, — qui est plus forte que nous le sommes, qui est pleine d'initiative et d'ambition, qui ne raffole ni de nous ni de la métropole et qui ne serait pas fâchée de l'affaiblir et de nous rendre les instruments de son ambition et de ses intérêts, — que les Etats-Unis ou cette portion des Etats-Unis, dis-je, profite de toutes les occasions possibles pour nous créer des embarras et nous attirer dans le cercle de sa puissante attraction. C'est pourquoi, prétendre que les Etats-Unis ou les Etats du Nord, comme vous le voudrez, vont avoir peur d'une mesure de cette espèce et s'effrayer de nos airs de fierté et de notre confédération, c'est vouloir dire que le peuple américain ressemble aux Chinois qui se pâment d'épouvante devant le bruit et les grimaces. (On rit.) Je crois, au contraire, que nos voisins ne se laisseront effrayer par aucune union que nous pourrions faire. Ils ont, parmi eux, des hommes politiques au moins tout aussi entreprenants, capables et astucieux que ceux que nous avons nous-mêmes, et le danger est que nous nous trouvions au milieu de troubles domestiques dans le même temps que nos voisins de l'autre côté de la frontière ne cesseront de nous susciter des difficultés, et que l'Angleterre s'apercevra que les liens qui nous attachent à elle sont plus ou moins relâchés, et que, le tort et les outrages dont nous aurons à souffrir ne la touchent pas autant que lorsque nos relations étaient plus intimes.

En 1840, et une fois que l'insurrection canadienne eût été étouffée, il fut parfaitement entendu que le gouvernement impérial était résolu de maintenir intactes ses relations avec ce pays, et cette déclaration n'a pas peu contribué à nous assurer une époque assez longue de liberté et de tranquillité. Si donc la doctrine contraire prend le dessus, si nous laissons l'étranger croire qu'en voulant fonder une nouvelle nation nous diminuons les liens qui nous attachent ci-devant à la mère-patrie, je crains bien qu'alors notre avenir ne s'assombrisse et que nous ne nous trouvions exposés de toute espèce de manière, soit par les embarras qui nous viendront de nos voisins ou d'ailleurs, aux dangers les plus sérieux. C'est pourquoi, loin de voir quoi que ce soit dans nos relations envers les Etats-Unis qui puisse nous pousser à prendre une position de demi-indépendance, une attitude de défiance envers eux, j'y découvre, au contraire, toute espèce de raison de convaincre le monde entier que nous recherchons à resserrer davantage les liens qui nous unissent à la métropole qui seule, et tant que dureront ces liens, pourra nous protéger contre toute agression sérieuse. (Ecoutez ! écoutez !) On nous dit cependant qu'il nous faut voter ce projet et cela pour une foule de considérations qui ont toutes pour objet l'opinion publique en Angleterre et le respect et la déférence que nous devons y attacher. Analysons un peu et voyons quelle est la portée de cette prétention : et d'abord quelle est cette opinion du peuple anglais dont on se préoccupe ? Quelle est sa valeur ? Que veut-elle de nous ? Car il y a ici des distinctions à faire, comme il y a en Angleterre divers courants d'opinion publique dont il faut tenir compte. J'ai le plus grand respect pour ce que l'on pense là-bas, car on y connaît une multitude de choses beaucoup mieux que nous, de même qu'il y en a que nous connaissons mieux qu'eux ; c'est ainsi qu'ils ne peuvent se flatter de connaître nos besoins aussi bien que nous, ni s'occuper autant que nous des questions qui nous regardent : — c'est pourquoi je ne suis pas certain que ce soit agir sagement que d'obéir sur le champ et sur toutes ces questions à la première expression de l'opinion publique sur la mesure en Angleterre. Mais que pense-t-on en Angleterre de la mesure qui nous occupe en ce moment ? Je ne veux pas fatiguer la chambre en m'étendant davantage sur ce sujet ; mais je dirai ce que personne un peu au fait des choses ne